

Kofi Annan s'apprête à tirer sa révérence

MONDE ONU

New York
JEAN-COSME DELALOYE

■ La 61e assemblée générale de l'ONU s'est ouverte hier à New York. Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation depuis dix ans, s'apprête à passer la main à la fin de l'année sur un bilan contrasté.

Quand l'Histoire se penchera sur l'héritage de Kofi Annan à l'ONU, elle regardera forcément du côté de Bagdad. Le 20 février 1998, le secrétaire général arrive dans la capitale irakienne pour une visite de la dernière chance qui permettra alors d'éviter des frappes américaines et lui confèrera une véritable autorité morale.

Cinq ans plus tard, en mars 2003, George Bush décide d'attaquer l'Irak sans l'aval du Conseil de sécurité. Le multilatéralisme vole en éclats et avec lui l'état de grâce de Kofi Annan. Ces trois dernières années, le secrétaire général a dû gérer l'embarrassant scandale «pétrole contre nourriture» en Irak. Son grand projet de réforme des institutions onusiennes a sérieusement été édulcoré et il sort d'un été marqué par la crise au Liban.

«L'héritage d'Annan aurait été limpide si celui-ci avait

arrêté au terme de son premier mandat, affirme Simon Chesterman, professeur de droit à la New York University et éditeur d'un livre à paraître en février prochain aux Etats-Unis sur le rôle du secrétaire général de l'ONU. Il avait remporté le Prix Nobel de la paix en 2001 et semblait avoir rempli les promesses d'un multilatéralisme onusien. En quittant son poste cette année, son héritage est plus ambigu mais je pense qu'avec le temps son

action sera considérée comme positive.»

Le professeur Chesterman rappelle que Kofi Annan n'est pas responsable du scandale «pétrole contre nourriture» qui a éclaboussé son fils Kojo. Ce programme démarré en 1996 sous l'égide de l'ONU et qui permettait à l'Irak sous embargo d'exporter du pétrole contre de l'aide humanitaire a été détourné par les autorités irakiennes et a profité, selon un rapport d'une commission indépendante le 27 octobre 2005, à quelque 2000 entreprises privées. Un mois plus tôt, cette même commission avait critiqué la gestion de Kofi Annan.

membres se sont engagés l'année dernière à œuvrer pour la protection de leurs citoyens. Je pense que dans dix ans, la reconnaissance de cette responsabilité des Etats sera le principal héritage de Kofi Annan.

En ce qui concerne les opérations du maintien de la paix, le rayon d'action des casques bleus a régulièrement été étendu sous l'impulsion du secrétaire général après les graves problèmes survenus dans les années 90 en Bosnie, au Rwanda et en Somalie. Plus de 80 000 soldats onusiens sont actuellement déployés dans des zones de crises dans le monde entier.

Rayon d'action des casques bleus étendu

La réforme des institutions onusiennes a, elle, failli voler en éclats l'année dernière avant de finalement déboucher sur la création de deux nouveaux organismes: une Commission de consolidation de la paix et un Conseil des droits de l'homme qui siège à Genève. «Ce Conseil doit encore démontrer son efficacité», explique Simon Chesterman. Idem pour la nouvelle Commission de consolidation de la paix. Le professeur souligne en revanche une autre réforme Annan: «Tous les Etats

Cinq candidats à la succession

Le destin des cinq principaux candidats à la succession de Kofi Annan est entre les mains du Conseil de sécurité.

Demain, celui-ci doit procéder à un second vote informel au cours duquel les membres permanents vont notamment indiquer leurs préférences. Tournus oblige, le futur secrétaire général sera très vraisemblablement asiatique.

Lors du premier vote au début de l'été, Ban Ki-moon, ministre sud-coréen des Affaires étrangères tenait la corde devant l'Indien Shashi Tharoor, sous-secrétaire onusien des Communications, et Surakiart Sathirathai, le vice-premier

ministre thaïlandais. En quatrième position suivait Jayantha Dhanapala, diplomate srilankais et officiel onusien spécialisé dans les questions du désarmement.

Depuis début septembre, un nouveau candidat semble cependant avoir les faveurs américaines et britanniques. Il s'agit du prince Zeid Ra'ad Al Hussein, ambassadeur jordanien à l'ONU. Le diplomate a l'avantage de ne pas être issu du sérail onusien mais de connaître parfaitement les rouages de l'Organisation, autant de qualités qui ne laissent pas la Maison-Blanche insensible. (jcd)

Un très curieux attentat détend Damas et Washington

MONDE Terrorisme

ANDRÉS ALLEMAND

■ Des forces syriennes défendant l'ambassade des Etats-Unis? La scène est stupéfiante. C'est pourtant ce qui est arrivé hier, lors d'une tentative d'attentat. Très suspect, estime Antoine Basbous.

C'est du jamais vu! Scandant des slogans islamistes, quatre hommes armés de grenades et de mitraillettes ont tenté d'attaquer hier matin à Damas l'ambassade des Etats-Unis. Sans succès. Avant que n'explode leur voiture piégée chargée de bombes artisanales, les forces anti-terroristes syriennes ont abattu trois des assaillants et capturé le dernier.

Telle est du moins la version du ministre de l'Intérieur Bassam Abdel-Mahid. Une version qui comble manifestement Condoleezza Rice. La secrétaire d'Etat américaine a tenu à exprimer sa gratitude aux Syriens. «Nous espérons qu'ils deviendront des alliés et feront le choix de la lutte contre les terroristes», a ajouté pour sa part Tony Snow, porte-parole de la Maison-Blanche.

Washington et Damas sont-ils en passe de devenir les meilleurs amis du monde? A l'Observatoire des pays arabes, Antoine Basbous est quand à lui dubitatif.

Etes-vous surpris par cet attentat à Damas?

C'est très curieux, en effet, dans un pays comme la Syrie, qui ne manque vraiment pas de services de sécurité. Selon le ministre de l'Intérieur, cette attaque serait le fait de groupes «takfiristes», des islamistes totalement intolérants dont la

doctrine (*takfir*) impose d'abattre tout *kaffir* (impie). Mais cette accusation elle-même est très suspecte. Ces groupes-là n'ont pas pour habitude de lancer leurs hommes avec des armes automatiques. Leur méthode, c'est plutôt le camion chargé de deux tonnes d'explosifs lancé à vive allure contre la partie la plus vulnérable de la cible.

Vous y voyez donc un coup monté?

Tout porte à croire qu'il s'agit d'un petit groupe «incité» à attaquer l'ambassade, située à 150 m seulement de la bifurcation menant au palais présidentiel. Ce groupe a ensuite été cueilli par les forces de l'ordre. Mais c'est difficilement vérifiable. En tout cas, il en ressort un message clair: «Il y a bien pire que le régime syrien.» Et un second, implicite: «Si demain il y a une attaque d'envergure au Liban - annoncée déjà par Bachar el-Assad - son attribution à un groupe takfiriste ne devrait pas paraître suspecte.

Condoleezza Rice a remercié la Syrie d'avoir protégé le personnel d'ambassade étasunien. Est-ce un tournant dans les relations tendues entre Damas et Washington?

Ce qui est certain, c'est que la Syrie rêve de revenir dans le jeu international. Damas ne veut plus être marginalisé par Washington et Paris. L'attentat peut donner aux Etats-Unis l'occasion de faire un geste d'ouverture, dans l'espoir de voir Damas prendre un peu de distance vis-à-vis de Téhéran et de ne plus soutenir le Hezbollah libanais. Mais ces concessions-là, les Syriens ne sont pas prêts à les faire. S'il devait y avoir une ouverture, je pense malheureusement qu'elle débouchera très vite sur une impasse.

Sans savoir qu'il était sur écoute en prison, Victor Emmanuel confie un meurtre

MONDE Italie

Rome
DOMINIQUE DUNGLAS

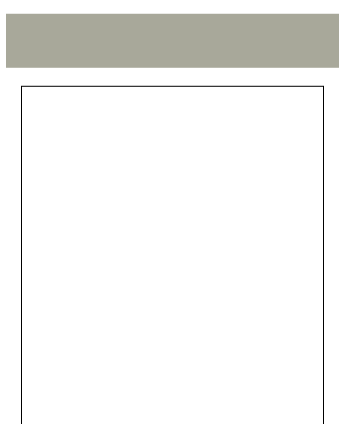
■ Le prétendant à la couronne d'Italie s'est vanté d'avoir «bien eu» les juges lors du procès qui lui a été intenté en France pour la mort d'un touriste allemand en 1978. Il avait été acquitté de l'accusation d'homicide.

Une fois de plus, Victor Emmanuel de Savoie a trop parlé. Emprisonné en juin dernier à Potenza pour proxénétisme, le prétendant à la couronne d'Italie a fait à ses compagnons de cellule des confidences sur la mort de Dirk Hamer, un touriste allemand mortellement blessé par balle dans le port français de

Cavallo en 1978. Et bien qu'absous par la justice française aux termes d'un procès que la famille de la victime a qualifié de farce, Victor Emmanuel s'est vanté devant les autres taulards d'être l'auteur de ce crime: «J'ai tiré un coup en l'air et un coup plus bas. La seconde balle a traversé la coque (du bateau) et a atteint la jambe. J'avais tort, mais j'ai bien eu les juges. J'ai fait défiler à la barre une vingtaine de personnalités. J'étais sûr de gagner.» Mais le prince d'Italie ignorait qu'un micro-espion placé par les enquêteurs italiens enregistrait ses propos...

Le monde de la jet-set

L'épisode de Cavallo se déroule dans le monde de la jet-set. Victor Emmanuel a amarré son yacht dans le port de cette île de rêve située entre la Corse



et la Sardaigne. A côté de lui, se trouve le voilier de Niky Pende, un milliardaire marié avec l'ac-

trice Stefania Sandrelli. Quelqu'un a utilisé sans autorisation le Zodiac du bateau de Victor Emmanuel. Passablement éméché et furieux, il s'empare d'un fusil et grimpe sur le yacht de Niky Pende. Une bagarre éclate et deux coups de feu - ou quatre selon différentes versions - sont tirés. Dirk Hamer, un jeune allemand qui dormait sur un autre bateau, est blessé à la jambe. Il décédera après quatre mois d'agonie.

Victor Emmanuel passe cinquante jours en prison à Ajaccio. Il reconnaît n'avoir tiré qu'un seul coup de feu en l'air. Selon sa défense, une autre arme, et donc un autre tireur, était donc présente ce soir-là sur le port de Cavallo.

Le prince d'Italie jouit de puissantes amitiés dans le monde politique français, à

commencer par Valéry Giscard d'Estaing. Il est aussi défendu par Maître Lombard, ami personnel de Mitterrand, et la famille de Hamer fera un procès pour corruption au garde des sceaux Robert Badinter tant l'instruction lui semble entachée d'irrégularités. En vain. Car en Novembre 1993, treize ans après les faits, Victor Emmanuel est

absous de l'accusation d'homicide et condamné à seulement six mois de prison pour port d'arme abusif.

Les aveux hallucinants du prétendant au trône transalpin ne permettront pas de rouvrir le dossier en France. Mais les parents de Dirk Hamer espèrent qu'un nouveau procès pourra être célébré dans la Péninsule.

PUBLICITÉ

ASILE?
LA SUISSE RESTE PRÊTE À AIDER...
MAIS N'ENTEND PLUS ÊTRE DUPÉE!
L'Equipe, CP 310, 1211 Genève 12, C. Widmer
«VOTONS 2 X OUI»
aux nouvelles lois!